



**Compte-rendu  
Rencontre institutionnelle  
« Ran'Eau 2014 »  
Bilan 2014 et Perspectives 2015  
Atelier sur les bases de données du secteur EAH**

**Mercredi 10 décembre 2014 à partir de 9h00  
Hôtel Ibis à Ankorondrano**

Organisée par le CITE et le pS-Eau, en partenariat avec le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France, et en collaboration avec le Ministère de l'Eau et les membres du Réseau Ran'Eau



## SOMMAIRE

---

I - Contexte .....	3
II - Objectifs de la rencontre.....	3
III - Introduction .....	4
IV - Les systèmes d'informations du secteur EAH à Madagascar.....	5
La stratégie de gestion des données du Ministère de l'EAH .....	5
Echanges avec les participants.....	5
Le système d'informations et les bases de données EAH du Centre National de l'Eau de l'Assainissement et du Génie Rural - CNEAGR .....	6
Echanges avec les participants.....	6
Les activités de Human Network International et leur contribution au secteur EAH à Madagascar.....	7
Echanges avec les participants.....	8
Réalisation des études T0 EAH via les Nouvelles Technologies d'Information et de Communication dans le cadre du projet MEDDEA II du GRET .....	8
Echanges avec les participants.....	9
Principales conclusions de la matinée .....	9
V - Le bilan des activités 2014 et les perspectives 2015 du réseau Ran'Eau.....	9
Echanges avec les participants.....	11
VI - Réseau des acteurs de l'Eau et de l'Assainissement de l'Océan Indien: une initiative pour développer et améliorer la coopération régionale .....	12
Echanges avec les participants.....	13
VII - Conclusion.....	13

## I - CONTEXTE

---

Les enjeux de l'eau et de l'assainissement sont primordiaux à Madagascar, le taux d'accès de la population à ces deux services essentiels est nettement très faible. Compte tenu de cette situation, tous les acteurs, œuvrant dans le secteur EAH, privés et publics, nationaux et internationaux, ne ménagent pas leurs efforts pour contribuer à l'amélioration de l'accès à ces services vitaux.

Chaque fin d'année, les membres du réseau Ran'Eau, réseau de ces acteurs du secteur EAH, se retrouvent pour un atelier institutionnel afin de partager le bilan des activités du réseau et d'échanger sur les perspectives de l'année à venir.

Depuis sa création en 2009, le réseau met en ligne une base de données, recensant les acteurs et leurs actions ainsi que la documentation sur le secteur EAH, alimentée régulièrement par le CITE et le pS-Eau. Les ateliers Ran'Eau sont également autant d'instances où les acteurs se partagent les informations du secteur dont ils sont détenteurs. Cette année, le Ministère de l'Eau, WaterAid et le CITE ont mis en place un service de documentation informatisé au niveau du Ministère Central, un service doté d'un dispositif permettant à la fois l'accès aux documents primaires et la connexion aux réseaux internationaux traitant des informations sur le même secteur. De nombreux autres organismes ont développé des systèmes d'information utilisant les dernières avancées en matière de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour permettre à la population l'obtention, le partage et la diffusion des informations sur le secteur EAH.

Pour mener à bien leurs projets/programmes et pour être en cohésion avec la politique nationale d'adduction d'eau et d'assainissement à Madagascar, l'accès des acteurs à l'information est en effet indispensable : une information pertinente, fiable et de qualité, renforcée par un système de mise en réseau à différentes échelles, nationale et internationale. Cette année enfin, a été lancé à Madagascar le réseau Océan Indien des acteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, les acteurs malgaches sont ainsi désormais sollicités à partager leurs expériences et savoir-faire, leurs vécus au niveau régional, en vue de projets communs. Plus que jamais, le rôle de l'information est prépondérant et cette réunion d'échange, adossée à la réunion institutionnelle de 2014 sera l'occasion de faire le point sur l'état des lieux des systèmes d'informations disponibles dans le secteur EAH et d'en discuter le bon usage, la synergie et les perspectives.

Ran'Eau propose d'échanger sur les différents bases de données et systèmes d'information sur le secteur EAH.

## II - OBJECTIFS DE LA RENCONTRE

---

La rencontre a pour objectifs :

- 1- De présenter le bilan des activités du réseau Ran'Eau 2014 et d'échanger sur les perspectives 2015.
- 2- De présenter les différents bases de données et systèmes d'information recensés sur le secteur EAH et d'échanger sur la qualité de l'information, l'accessibilité et la synergie de ces systèmes d'information, les perspectives d'amélioration.
- 3- De présenter l'avancée du réseau Eau et Assainissement dans l'Océan Indien (incluant les opportunités de partage de données).

### III - INTRODUCTION

---

Avec comme objectif global de contribuer à améliorer l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement de la population malgache, et comme objectifs spécifiques d'améliorer la qualité et la quantité des projets d'accès à EAH menés par la coopération décentralisée et non gouvernementale ainsi que favoriser leur cohérence avec la stratégie nationale, les réunions Ran'Eau s'inscrivent désormais dans les agendas des acteurs du réseau.

La réunion institutionnelle du réseau Ran'Eau est, comme le rappelle la Directrice générale du CITE, un événement stratégique car elle permet aux membres d'obtenir des retours sur les différentes actions effectuées au sein du réseau au cours de l'année écoulée, mais aussi d'apporter idées et suggestions, en vue d'améliorer la pertinence et l'efficacité des actions en cours et des années à venir.

La thématique principale retenue pour cette réunion est « les systèmes de partage d'informations au sein du secteur EAH » à Madagascar mais également au niveau Régional, compte tenu du récent lancement du réseau Océan Indien, initié en octobre 2014 et animé par le pS-Eau depuis Mayotte.

Cette réunion sur les systèmes d'informations a regroupé plus de 70 acteurs intervenant dans le secteur de l'eau, l'hygiène et l'assainissement.



## IV - LES SYSTEMES D'INFORMATIONS DU SECTEUR EAH A MADAGASCAR

---

### LA STRATEGIE DE GESTION DES DONNEES DU MINISTERE DE L'EAH

---

*M. Le Directeur du Système d'Information et de la Communication, Ministère de l'eau,  
l'assainissement et l'hygiène*

Dans le processus de mise en place du système de collecte de données au niveau du Ministère, différents outils ont été élaborés avec des partenaires :

- l'outil SMS PROJECT, permettant de collecter des données par SMS, par un agent permanent au niveau de la commune,
- la fiche d'inventaire IPO/ILA permettant de référencer les infrastructures de point d'eau et latrines,
- le Budget de Programme par Objectif Région (BPOR), outil de planification et de programmation,
- la base de données Suivi Eau et Assainissement à Madagascar (SESAM), outil de suivi-évaluation récoltant les informations sur le secteur, mais aussi outil de coordination, de planification et de programmation grâce au suivi de l'évolution des indicateurs.

Grâce à une politique de décentralisation de la gestion des données, ainsi qu'un circuit d'informations et de validation des données bien établis, cette base de données SESAM est au service des professionnels du secteur, mais est aussi accessible au simple citoyen désireux de s'informer sur le secteur. Pour les acteurs du secteur, cette base permet d'intégrer des informations dès la réception d'un login auprès du Ministère de l'EAH, sur simple demande.

Actuellement, une amélioration du système est en cours suite aux remarques collectées auprès des utilisateurs, et des ateliers de formations sur la manipulation de cet outil ont été réalisés au CNEAGR.

#### EN SAVOIR PLUS :

- La base de données SESAM est accessible à l'adresse suivante : <http://www.mineau.mg/siseah/>
  - Le login d'accès à la base de données peut être obtenu par simple courrier électronique auprès du responsable du ministère de l'eau au [sbdp@mineau.gov.mg](mailto:sbdp@mineau.gov.mg), en mentionnant le nom de l'entité, le responsable et les informations standards sur l'entité.
- 

#### ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

---

Ayant suscité tout l'intérêt des personnes présentes, cette présentation ainsi qu'un aperçu du site ont permis d'échanger sur certains points, notamment sur l'importance de la contribution des acteurs pour entrer les informations dans la base afin de favoriser la fiabilité des données.

Le Ministère de l'EAH effectue un projet pilote de collecte de données via des SMS, avec la collaboration des responsables communaux pour référencer l'état des infrastructures. Le service SMS a été réalisé en vue d'obtenir des informations fiables et à jour sur la réalisation en

adduction d'eau potable et assainissement de base au niveau communal, et ce dans l'objectif de maintenir une base de données cohérentes avec les informations diffusées sur les bases de données maintenues par les différents partenaires. Un projet est également en cours avec l'UNICEF afin d'améliorer l'alimentation des bases de données du Ministère.

Auparavant, l'intégration des données était effectuée par la direction du Ministère de l'EAH, après transmissions par les partenaires. Pour plus d'efficacité, désormais les acteurs intègrent eux-mêmes leurs données, avec la possibilité d'exporter un canevas sur un fichier Excel, de le compléter et de l'ajouter à la base. Une fois les données saisies, la direction régionale concernée contrôle, complète et valide les informations. La validation finale est faite par le Ministère central, afin que les informations soient consultables par le public. La mise à jour des données doit être effectuée par les directions régionales mais il est possible pour les acteurs concernés d'apporter des données nouvelles.

Afin de faciliter leur exploitation, les données peuvent être triées selon divers critères lors des requêtes et par la suite, extraites sous différents formats (brutes, Excel, PDF) selon l'usage que l'on souhaite en faire. Une amélioration de la présentation et du fonctionnement de la base de données est envisagée pour 2015 afin d'en faciliter la manipulation. Le Ministère projette également de développer les informations techniques sur les points d'eau référencés.

## LE SYSTEME D'INFORMATIONS ET LES BASES DE DONNEES EAH DU CENTRE NATIONAL DE L'EAU DE L'ASSAINISSEMENT ET DU GENIE RURAL - CNEAGR

---

*RAKOTOSOLOMALALA Vahatra, Chef Département Formation et Appui Technique, CNEAGR*

Une base de données a été conçue lors de la mise en place du Centre des Ressources Humaines et Techniques du secteur EAH (CRHT). Ce centre a pour objectif de mobiliser des ressources, de renforcer les capacités des acteurs, de capitaliser les acquis et de mettre en réseau les acteurs qui interviennent au niveau d'une région ou d'une commune.

Un catalogue des acteurs et technologies du secteur par zones d'intervention a ainsi été mis en place. Techniquement opérationnel, ce catalogue rencontre un problème dans son processus d'alimentation, faute de retour des partenaires.

Disposant d'un centre de documentation muni d'une salle de lecture rénovée en 2009 et de divers documents (études, capitalisation des études, mémoire des étudiants), il cible les étudiants en formation ou formés, ainsi que les professionnels du secteur EAH.

Malgré des ressources limitées, le centre envisage de répondre aux manques de documents, en accroissant le nombre de documents disponibles, en diffusant en ligne la liste des documents et en effectuant une formation en cascade sur le logiciel de gestion du centre de documentation, dispensée par CITE.

---

## ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

---

Les documents sont jusqu'ici consultables au centre, toutefois il y a la possibilité d'envoyer par mail de documents scannés ou en version électronique.

Concernant la gratuité des services malgré les ressources limitées du centre, l'esprit est de renforcer les capacités des acteurs. Une réflexion est cependant menée en interne sur les alternatives possibles afin de couvrir les coûts du centre. Une des pistes envisagée serait de

limiter l'accès de certains documents en rendant leur consultation payante, afin de contribuer à l'autonomisation du centre et rémunérer l'auteur.

Il a été soulevé par les participants que le CRHT ainsi que ses services sont jusqu'à présent peu connus des acteurs du secteur. Il a donc été suggéré de favoriser sa promotion via la plateforme Diorano-WaSH pour approcher les acteurs du secteur et ainsi améliorer sa stratégie de communication.

## LES ACTIVITES DE HUMAN NETWORK INTERNATIONAL ET LEUR CONTRIBUTION AU SECTEUR EAH A MADAGASCAR

---

*SOLOARIVELO Salohy, Coordonateur des opérations chez HNI*

Human International Network (HNI) est une ONG internationale, basée à Washington, disposant d'un bureau à Madagascar et d'un bureau au Mozambique, et intervenant en Afrique et en Inde. Elle a pour mission de développer des technologies au service du développement. Ainsi, elle propose 3 types de services :

Service 1 : la diffusion d'informations (Interactive Voice Response, SMS, USSD, par internet)

Dans le tolotra mandroso touchant 7 thèmes, service produit de la collaboration entre HNI et airtel, il est offert 4 appels par mois, après c'est 200ar par appel avec accès à plusieurs messages (rano fisotro madio sy fanadiovana, agriculture, genre, santé, Planning Familial, foncier, microfinance).

Service 2 : les centres d'appels (ou call center)

Des opérateurs effectuent ou réceptionnent des appels, pour faire des enquêtes (enquête auprès de 2000 ménages pour faire le suivi de plusieurs indicateurs au fil des mois), des collectes de doléances (collaboration avec Ambatovy), des appuis en temps réel pour les partenaires (suivi du staff sur terrain)...

Service 3 : collecte de données par SMS, tablettes, smartphones et web

Pour faire face aux difficultés lors des collectes de données, ce service a été développé pour permettre aux enquêteurs d'effectuer cette tâche par SMS et d'envoyer les données vers un ordinateur central. Ainsi, au lieu de remplir un formulaire papier, la rédaction et l'envoi d'un SMS permet d'intégrer les données directement dans une base centrale.

Concernant le secteur EAH, HNI intervient sur le volet « collecte et diffusion de données via sms » en appui au Ministère de l'EAH. L'objectif est d'atteindre le plus de personnes avec cette technique d'envoi via sms par téléphone. D'autres actions sont en cours de planification sur la question « famatsiana rano fisotro madio sy fanadiovana » adduction d'eau potable et assainissement.

### EN SAVOIR PLUS :

Plus d'informations sur les services développés et proposés par HNI : [www.hni.org](http://www.hni.org)

---

---

## ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

---

*Comment s'effectue concrètement la collaboration avec le Ministère de l'EAH ?*

Après une présentation des services de HNI auprès du Ministère, une collaboration a été mise en place pour l'élaboration de questionnaires et de rajouter ainsi d'autre thématique, la formation de formateurs qui à leur tour, formeront les expéditeurs de données depuis le terrain.

Une phase test sur les régions Atsinanana et Analanjirifo a déjà été réalisée. Une évaluation de ce projet-pilote est en passation de marché au sein de Wateraid, avec une expérience concluante. Un processus de mise en place d'un système de collecte de données est également en cours de finalisation avec UNICEF dans les régions Atsimo Andrefana, Androy et Anosy. Pour ces 3 régions, des smartphones seront distribués aux 50 expéditeurs de données. Les données collectées devraient alors être gérées par les responsables de base de données au niveau régional. Si cette expérience s'avère aussi concluante, l'objectif serait de l'étendre dès que possible dans les 22 régions de Madagascar.

Le responsable de HNI a précisé qu'un compte gratuit sur DataWinners permet d'essayer au préalable le service, et les tarifs sont disponibles sur son site. A noter qu'un abonnement smartphone est plus avantageux, sachant que le prix est dégressif en fonction de la durée de l'abonnement.

---

## REALISATION DES ETUDES TO EAH VIA LES NOUVELLES TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION DANS LE CADRE DU PROJET MEDDEA II DU GRET

---

*ANDRIAMPARIVONIMALALA Olivier, Responsable Suivi-Evaluation du GRET*

La mise en œuvre d'enquêtes socio-économiques (ou études TO) doit être la première activité menée lors de projets de développement afin de connaître au mieux les sites d'intervention. L'utilisation de smartphones dans le cadre du projet MEDDEA II a donc été introduite en remplacement des enquêtes papier, suite à la comparaison des analyses coûts/avantages des 2 systèmes de collecte de données.

Parmi toutes les étapes de la mise en œuvre des enquêtes, la saisie des données nécessitait un temps important, de l'ordre de 10 jours pour 500 ménages. De plus, avec l'outil papier, il existait un risque de décalage entre les informations fournies par l'enquêteur et les données finalement saisies informatiquement. Le recours aux smartphones a donc permis de réduire considérablement ces difficultés.

Par ailleurs, le smartphone s'avère être un outil de suivi et de contrôle efficace, permettant de suivre les avancées des enquêteurs en temps réel et s'assurer que ceux-ci sont effectivement sur les lieux grâce aux photos et coordonnées GPS envoyées.

Malgré la fragilité de l'outil, la nécessité de l'utiliser correctement, les éventuels problèmes d'alimentation et de disponibilité de la connexion à Internet ainsi que son coût élevé, l'utilisation des smartphones dans la collecte de données présente un grand potentiel.

### EN SAVOIR PLUS :

- Pour obtenir un aperçu des études réalisées par le GRET en RDC : [www.rdc-eau.org](http://www.rdc-eau.org)

---

---

## ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

---

Des applications ont été combinées au service pour la conception interne de questionnaires pour smartphones et afin de faciliter la collecte et l'organisation des données. Le responsable a d'ailleurs fait savoir qu'il existe des applications gratuites téléchargeables (DataWinners).

---

## PRINCIPALES CONCLUSIONS DE LA MATINEE

---

Un bref bilan des différentes interventions et interrogations soulevées au cours de la matinée a été dressé. Les initiatives ne manquent pas dans le secteur en termes de bases de données et systèmes d'informations, cependant, le besoin en informations des acteurs reste encore peu clair. Il est donc nécessaire de définir le besoin réel et ainsi déterminer les outils à développer et/ou améliorer ainsi que les entités en charge de la gestion, et ce afin d'améliorer l'accès, la diffusion et la circulation de l'information au sein du secteur.

Par ailleurs, la contribution des NTIC à la gestion des informations dans le secteur EAH n'est pas à négliger, car elles ont su prouver leur intérêt croissant, malgré quelques obstacles évidents.

---

## V - LE BILAN DES ACTIVITES 2014 ET LES PERSPECTIVES 2015 DU RESEAU RAN'EAU

---

*RASOLOFOSON-RAJAONAH Léa, Responsable Animation Réseaux (Ran'Eau) CITE*

La responsable a commencé par rappeler les objectifs du réseau qui sont d'améliorer l'accès à l'EAH de la population malgache, et d'améliorer la qualité ainsi que la quantité des projets d'accès à l'EAH.

Les points suivants ont été particulièrement soulevés :

*Les principales activités du réseau qui sont :*

- D'identifier, recenser, valoriser les acteurs de l'EAH et leurs actions
- D'orienter et accompagner les porteurs de projet au siège et dans les 14 antennes
- De collecter, valoriser et diffuser les informations relatives à l'EAH
- D'élaborer et/ou diffuser les outils
- De favoriser les échanges entre acteurs du secteur

*La nécessité d'impliquer les partenaires institutionnels du réseau, à savoir :*

- Le Ministère de l'EAH
- La Vice Primature, chargée du Développement et de l'Aménagement du Territoire
- Le Ministère de la Décentralisation.
- Les communes
- Les autres partenaires

(A noter que le réseau Ran'Eau est reconnu comme un partenaire fédérateur, neutre et efficace.)

*L'évaluation des activités du réseau en 2013, a permis d'apprécier différents points :*

- Le réseau Ran'eau est un vrai réseau de partage et de capitalisation,
- La déconcentration des activités à travers l'accueil et l'orientation au niveau des 14 antennes du CITE
- L'état des acteurs à travers leur inventaire qui a permis d'identifier 688 contacts
- Le fonds documentaire au niveau des antennes CITE qui a permis de recenser 10 nouveaux titres de documents par antenne.

*L'élaboration et la diffusion d'outils dans le cadre du réseau, notamment :*

- La rédaction, publication et diffusion du cahier technique sur la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)
- La rédaction du cahier technique sur la maîtrise d'ouvrage locale
- 8 émissions radio conçues et diffusées sur les ondes locales, pour la sensibilisation sur l'utilisation de l'eau, défécation à l'air libre.

*Les espaces d'échanges organisés avec les acteurs locaux :*

- Au niveau de l'antenne Antsohihy, région Sofia, avec l'organisation d'un atelier sur la tarification de l'eau et l'assainissement
- Au niveau de l'antenne à Antsiranana, avec un atelier sur la maîtrise d'ouvrage des services publics d'eau et assainissement dans la région Diana
- La mise en place de groupes de travail techniques, suite aux recommandations issues des ateliers précédents
- Les réunions institutionnelles, une organisée à Lyon et la seconde à Antananarivo

*La participation aux échanges internationaux, marquée par :*

- La participation au forum organisé par la CUF en juillet 2014 à Paris afin que les collectivités puissent échanger sur leurs actions
- Le séminaire de lancement du réseau Océan Indien en octobre 2014 à Madagascar, visant à favoriser le partage d'expériences entre les acteurs de La Réunion, des Comores, Mayotte et Madagascar

*Les acquis du réseau Ran'Eau, à savoir :*

- Des ateliers d'échanges appréciés par les participants
- La capitalisation dans les publications Ran'Eau
- Une base de données opérationnelle et mise à jour
- La diffusion régulière d'informations auprès des acteurs malgaches
- L'accompagnement, l'orientation des porteurs de projets et suivi des actions

*Les axes d'amélioration pour l'exercice à venir :*

- L'amélioration de la capacité d'accompagnement technique et méthodologique des porteurs de projet depuis les antennes du CITE
- La modernisation des outils Ran'Eau (cahiers techniques à moderniser, compte rendus résumés)
- L'amélioration de l'utilisation des bases de données à Madagascar, en rendant le site web plus facile à manipuler
- La diffusion d'outils et synthèses plus adaptés aux divers acteurs : porteurs de projets, collectivités territoriales, PTF

En termes de perspectives pour l'année 2015 :

*Continuer :*

- D'appuyer les acteurs locaux
- De faciliter la participation des membres aux instances décisionnelles
- De former les journalistes en EA
- De contribuer à la capitalisation des expériences
- La catégorisation des acteurs
- D'animer des groupes de travail sur des thématiques ciblées réunissant des partenaires de projet
- D'approfondir les réflexions relatives à la GIRE et la qualité de l'eau
- De collaborer à la collecte et à la remontée d'informations avec le Ministère de l'EAH (alimenter les bases de données des Ministères)

*Renforcer :*

- L'appui aux autorités locales dans 3 régions où sont présentes les antennes CITE (renforcer BPOR, formation en gestion des services et des infrastructures, montage de projets, expertises techniques particulières)
- Les échanges inter-régionaux : Afrique, Océan Indien
- La constitution d'un comité d'orientation de Ran'Eau
- L'IEC autour du réseau et de ses activités

---

## ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

---

Lors de la séance de questions-réponses, le maire d'Ambanja s'est émerveillé des interventions de la matinée. De ces présentations, il a noté que le succès des méthodes dépend de l'implication des bénéficiaires directs et locaux. De ce fait, les responsables de base, c'est-à-dire les communes, sont à impliquer, à motiver et à mettre à la place où elles doivent être.

Par ailleurs, cela fait plus de deux ans qu'on parle de maîtrise d'ouvrage des communes. Il y a eu le protocole d'accord entre le Ministère de l'EAH et le Ministère de la décentralisation, mais il n'y a pas eu les fonds nécessaires à sa mise en œuvre. Les deux ministères ont été fusionnés, le protocole d'accord est à reformuler, et ceci nécessitera un accord technique entre les deux ministères.

Au sujet des habilitations des communes, cinq critères doivent être réunis : d'après les observations, beaucoup de communes devraient déjà être habilitées ; il est alors nécessaire de débattre des critères difficiles à appliquer avec le concours du Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation. Un groupe de travail s'est emparé du sujet, réunissant 15-20 acteurs du secteur tels que des maires, des représentants de l'Etat, des animateurs, des porteurs de projet. Il est envisagé de changer certains critères, ce qui permettrait ainsi à certaines communes d'accéder dès lors à l'habilitation.

Au cours de cette séance, le service Eau de la commune rurale d'Ambohimambola a proposé de rencontrer des acteurs désireux d'échanger sur leurs expériences en termes de maîtrise d'ouvrage et d'habilitation des communes, afin de partager les points de vue et ainsi contribuer au débat. Face à cette invitation, le CITE, en tant qu'animateur du réseau a proposé d'organiser une visite collective dans la CR d'Ambohimambola, dont la date sera déterminée en fonction notamment, du planning de l'année du Ministère de l'EAH. L'expérience sera alors diffusée à travers le réseau Ran'Eau via les antennes du CITE.

Suite à cette intervention, le Ministère de l'EAH fit remarquer qu'il est systématiquement interpellé concernant les débats autour de la maîtrise d'ouvrage et l'habilitation des communes, cependant, le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation détient la tutelle des communes. Il suggère alors d'inviter les différents ministères concernés lors de la visite collective de la commune d'Ambohimambola évoquée.

La question de l'hygiène a également été soulevée lors de la séance. En illustrant par le cas des populations avoisinant Sambirano, un maire a fait remarquer que bien souvent la population n'est pas consciente de l'insalubrité de l'eau consommée, et de fait choisit de continuer de consommer l'eau prélevée à la rivière plutôt que celle du puits construit dans les normes.

En réaction à cette intervention, le Ministère a déclaré que bien qu'il s'agisse d'une de ses attributions, l'hygiène est un sujet encore peu traité au sein de l'institution. Il a alors suggéré une révision du Code de l'eau, afin de mieux prendre en compte la problématique hygiène, mais également l'assainissement.

Concernant les outils du réseau Ran'Eau, il a été souligné que les visites sur la base de données sont bien plus importantes depuis la France par rapport à la fréquentation depuis Madagascar. Face à ceci, il conviendrait de produire des outils plus adaptés aux contraintes locales mais aussi de dynamiser les fréquentations à travers des séances d'animations au niveau des antennes CITE.

Certains thèmes n'ont pas pu être abordés tels que la tarification et la qualité de l'eau ou encore le problème foncier (qui solliciterait alors la collaboration du Ministère de l'Aménagement du Territoire).

## VI - RESEAU DES ACTEURS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE L'OCEAN INDIEN: UNE INITIATIVE POUR DEVELOPPER ET AMELIORER LA COOPERATION REGIONALE

---

*GRONDIN Pierre-Marie, Directeur du pS-Eau*

La mise en place du réseau au niveau de l'Océan Indien s'inscrit dans un contexte de présence de similarités favorisant les coopérations et échanges entre la Réunion, les Comores, Mayotte et Madagascar, afin de relever le défi de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement au niveau régional.

Face à l'absence de coopération alors que les problématiques sont assez communes, une table ronde sur le thème de la gouvernance et la coopération dans le domaine de l'eau a été réalisée à l'île de la Réunion en 2013.

Animé par le pS-Eau, le réseau OI a été créé pour répondre aux besoins des acteurs de coopération et pour mobiliser les financements pluri-partenaires. Les objectifs majeurs sont de faciliter l'accès aux outils et informations utiles au développement du secteur E&A ainsi que de renforcer les capacités des acteurs du secteur E&A.

Le réseau a pour principales activités de créer un réseau de centres régionaux pour capitaliser et diffuser les informations, d'accompagner des porteurs de projet de coopération, d'organiser des échanges réguliers sur les thématiques E&A (Comores, La Réunion, Madagascar, Atelier de restitution des 3 échanges à Mayotte), ainsi que la création d'un observatoire des services de

l'eau et assainissement au niveau régional. Lors du séminaire de lancement du réseau en octobre 2014, près de 100 participants ont participé pour aborder les grands enjeux de la coopération régionale.

La mise en place de l'observatoire, visant à mieux connaître et analyser la performance des services, aiderait à la planification des investissements, au benchmarking des services ainsi qu'à l'évaluation de la pertinence des choix techniques et de gestion. Toutefois, sa concrétisation dépend de l'intérêt des parties prenantes.

Pour être mobilisable, l'observatoire devrait offrir les fonctionnalités suivantes :

- Un tableau de bord complété et mis à jour en temps réel
- Une intégration de référentiels de performances (pouvant être propres à chaque territoire pour un itinéraire d'amélioration de la performance réaliste),
- Une possibilité d'analyse cartographique
- Une possibilité d'extraction de graphiques comparatifs
- Une synthèse annuelle des principaux indicateurs, par territoire et à l'échelle de la région Océan Indien,
- La possibilité de mener occasionnellement des analyses thématiques plus poussées certaines années (zoom sur les performances du réseau par exemple).

---

## ECHANGES AVEC LES PARTICIPANTS

---

La mise en place de l'observatoire en est encore à ses débuts. A l'avenir, il sera judicieux de favoriser les complémentarités au niveau régional, en croisant par exemple les données issues de la base SESAM. Le réseau étant un des projets fédérateurs des territoires de l'OI, il a pour vocation de favoriser les projets inter-îles et renforcer la mutualisation des moyens.

Il est prévu à travers l'observatoire de recenser notamment les organismes effectuant les analyses de potabilité de l'eau. Une fiche technique sera alors publiée pour chaque organisme, qui permettra alors aux utilisateurs d'identifier le fournisseur d'analyses le plus approprié à leurs besoins.

---

## VII - CONCLUSION

---

Pour conclure cette réunion, il a été rappelé que dans les activités d'animation du réseau Ran'Eau, le CITE et le pS-Eau ne sont pas des organisations de réalisation de projets, mais s'appliquent à mettre en relation les différents acteurs du secteur EAH, dans une optique de partage d'expériences et de compétences.

Les différents commentaires et suggestions évoqués lors de la réunion témoignent de la pertinence de l'existence du réseau Ran'Eau et prouvent qu'il existe un réel besoin à Madagascar mais aussi au niveau de la région Océan Indien. A la question : « Faut-il un comité d'orientation pour le réseau Ran'Eau? », il appartient aux acteurs de réagir et d'envoyer leurs suggestions.